

Nouvelle route de la soie: Les opportunités pour le Maroc

Par Tarik EL MALKI | Edition N°:5157 Le 28/11/2017 | Partager



Tarik El Malki, docteur en économie, plusieurs fois distingué par des prix de recherche, dont celui de L'Economiste. Il est directeur du développement, des relations internationales et de la recherche scientifique du groupe ISCAE et chroniqueur sur Atlantic Radio (Ph. TM)

Initiées par l'ancien président chinois Deng Xiaoping à la fin des années 1980, la Chine a mis en place un certain nombre de réformes économiques de fond qui ont permis la modernisation de l'économie chinoise avec comme objectif affiché le ratrappage économique, une ouverture progressive et contrôlée et l'attraction des investissements directs étrangers (IDE) sur le sol chinois.

Ces réformes ont porté sur une industrialisation rapide et massive de la Chine, l'ouverture aux capitaux étrangers à travers le développement de zones économiques franches, le développement de centres financiers et boursiers, la mise à niveau exponentielle en termes d'infrastructures de haut niveau, et l'autosuffisance

alimentaire. Ces réformes ont porté leurs fruits puisque la Chine est devenue aujourd’hui la deuxième puissance économique mondiale après les Etats-Unis d’Amérique avec un PIB/habitant qui dépasse les 7.000 dollars.

L’objectif affiché du Président Xi Jinping est de continuer et d’accélérer la modernisation de l’économie chinoise mais surtout de permettre à la Chine d’atteindre d’ici 2035 au rang de pays développé. Aussi les objectifs de cette nouvelle politique de développement sont l’éradication totale de la pauvreté, l’amenuisement des disparités sociales et territoriales, la modernisation des campagnes et le renforcement du rôle de la Chine en tant que puissance diplomatique mondiale.

A ce titre, le projet pharaonique «One Belt, One Road», qui vise à redessiner de nouvelles «routes de la soie», est un gigantesque programme d’infrastructures initié en 2013 par la Chine pour accroître son influence internationale et favoriser ses échanges commerciaux avec trois continents – Asie, Europe et Afrique –.

Sur le plan économique et commercial, les relations entre le Maroc et la Chine connaissent une évolution notable. En effet, d’après des chiffres issus de l’Office des changes, les investissements en provenance de Chine au Maroc, qui ne représentaient en 2011 que 2 millions de DH, sont passés à 393 millions de DH en 2015. Depuis mai 2016, les investissements ont augmenté de 60%, le tourisme de 450% et le commerce de près de 20%.

Cette nouvelle dynamique en termes d’échanges est notable depuis la visite du Souverain à Pékin en 2016. Celle-ci a vu l’établissement d’un partenariat stratégique, à travers la signature de plusieurs accords bilatéraux, notamment dans les domaines de l’énergie, des mines, des infrastructures, de l’industrie et de l’investissement. Ce qui a posé une base solide pour la coopération bilatérale et ouvrant ainsi une nouvelle ère dans les relations entre les deux pays.

Plus récemment, en novembre 2017, le Mémorandum d’entente sur la nouvelle route de la soie signé par le Maroc à Pékin fait de notre pays l’un des premiers pays signataires en Afrique. Ce mémorandum est un signal politique fort et l’indication d’une volonté de renforcer la coopération entre les deux pays à travers la mise en œuvre d’un certain nombre de projets structurants.

Ces projets, dans le cadre de la route de la soie, concernent souvent le développement des infrastructures terrestres, maritimes et aériennes, ainsi que le développement du commerce et de l'investissement. En définitive, je considère que l'arrimage du Maroc au projet chinois OBOR est une bonne opportunité pour le Maroc.

Cela permettra indéniablement de renforcer les relations entre les deux pays, et de créer des synergies fortes à travers la mise en place de partenariats stratégiques. Notre pays dispose de nombreux atouts et d'avantages comparatifs qui peuvent faire de nous un véritable hub régional avec un positionnement central entre l'Europe, la Chine et l'Afrique. L'enjeu est de drainer des investissements étrangers en provenance de Chine et d'Europe et booster nos exportations vers l'Afrique.

Les trois blocs peuvent tirer profit de leur complémentarité en termes d'innovation (pour l'Europe), de savoir-faire et de main-d'œuvre qualifiée (pour le Maroc) et de débouchés et d'accès aux matières premières (pour l'Afrique). Pour ce faire, et afin d'éviter que le Maroc ne devienne une simple plateforme logistique et commerciale, il convient de disposer d'une véritable stratégie de développement économique.

L'objectif est de diversifier l'offre productive, tirer profit des transferts de technologie, monter en gamme en termes de qualité des produits et améliorer le taux d'intégration aux chaînes de valeur mondiales. Il convient en outre d'être vigilant sur la création d'emplois locaux en s'appuyant sur une véritable stratégie de formation professionnelle qui réponde aux besoins des entreprises chinoises ou autres.

Enfin, pour pérenniser ce projet ambitieux, la mise en place d'accords de libre-échange entre le Maroc et la Chine d'une part et entre l'Afrique et le Maroc serait également très souhaitable.

La «ceinture et la route»

Peu après son arrivée au pouvoir, Xi Jinping a lancé en 2013 cette initiative visant à ressusciter l'antique Route de la soie, qui acheminait à dos de chameau des produits de la Chine vers l'Europe, à travers l'Asie centrale. Connue en Chine comme «la ceinture et la route» (One Belt, One Road) – une ceinture terrestre qui relie la deuxième économie mondiale à l'Europe occidentale via l'Asie centrale et la Russie et la route maritime qui lui permet de rejoindre l'Afrique et l'Europe par la mer de Chine et l'océan Indien –, ce projet prévoit la construction de routes, ports, lignes de chemin de fer et parcs industriels dans 65 pays pour plus de

1.000 milliards de dollars.

La version 2017, qui se double d'une «route» maritime, consiste en une série d'investissements dans des projets ferroviaires, autoroutiers, portuaires ou énergétiques, avec à la clé la création de parcs industriels ou de zones franches en Asie, en Europe centrale et au Moyen-Orient. L'initiative, qui regroupe 65 pays représentant 60% de la population et environ le tiers du PIB mondial, a le soutien apparemment illimité de Pékin: la Banque de développement de Chine à elle seule a prévu de débloquer plus de 800 milliards d'euros d'investissements sur 900 projets. Les autres bailleurs de fonds sont la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, la Nouvelle Banque de développement des BRICS et le Fonds de la Route de la soie. Le géant asiatique cherche ainsi à sécuriser son approvisionnement de matières premières ainsi que l'acheminement de ses produits vers ses principaux marchés, particulièrement l'Europe et à mettre en place un système monétaire régional dominé par le renminbi.